



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 520

9 €

- PORTRAIT: (p.1-7)
JEAN-MARC BORELLO (2)
- « LA VOITURE-BALAI
DE L'ÉTAT-PROVIDENCE » (p.1-2)
- « LE VRAI PATRON
DE MACRON » (p.2-7)
- DOSSIER: (p.7-12)
JEUNESSE, ÉDUCATION
ET SEXUALITÉ EN MACRONIE (1)

➤ CHRISTOPHE BEJACH,
DOMINIQUE BOUTONNAT,
MATHEUS BRANQUINHO (p.8);
CHRISTOPHE CADET (p.8-9);
MIRIAM CAHN,
PHILIPPE CASENAVE (p.9);
DANIEL COHN-BENDIT (p.9-10);
OLIVIER DUHAMEL (p.10-12).

INDEX

Barré M.	p.4	Hernand H.	p.8
Bayser A. de ..	p.5	Huberson L.	p.7
Bejach C.	p.8	Itier C.	p.4
Belliard D.	p.2	Kherarfa S.	p.2
Bergé P.	p.2	Kouchner B.	p.11
Borello J.-M.	p.1	Lacoin C.	p.6
Boutonnat famille	p.8	Lézat-Eiffel L.	p.3
Boyardjian J.	p.3	Louricé A.	p.3
Branquinho M.	p.8	Macron B.	p.10
Brillon C.	p.2	Macron E.	p.4
Cadet C.	p.8	Mafart J.	p.7
Cahn M.	p.9	Mion F.	p.10
Caron-Thibault G.	p.2	Moniot É.	p.7
Causse D.	p.6	Oualid O.	p.7
Cohn-Bendit D.	p.9	Payan B.	p.4
Creuzet M.	p.2	Pecriaux B.	p.6
Duhamel O.	p.10	Pénicaud M.	p.5
Durand G.	p.12	Philippe É.	p.10
Elman W.	p.4	Podesta J.	p.8
Ferracci S.	p.6	Rabet C.	p.4
Fischer J.	p.10	Renaud L.	p.2
Genestar A.	p.12	Röhl B.	p.9
Ghezali T.	p.4	Rupin P.	p.4
Goudy N.	p.6	Servant A.	p.7
Goupil R.	p.9	Taché A.	p.4
Gueudet M.	p.6	Taittinger B.	p.10
Hazard N.	p.2	Todd E.	p.7

PORTRAIT

JEAN-MARC BORELLO (2)

Le passé de Jean-Marc Borello n'a pas le moins du monde freiné ses affaires. Bien au contraire. Et depuis, le patron du Groupe SOS, primé par la Fondation Schwab au Forum de Davos, a tissé une toile d'araignée politique et financière qui l'a rendu totalement incontournable à tous les échelons. Incarnation de la privatisation de l'État-providence, son « social business » opaque et hors de contrôle intrigue jusqu'au quotidien *Le Monde*: « Un hôpital à redresser, un monument historique à restaurer, des islamistes radicalisés à remettre dans le droit chemin, des élus à former, des réfugiés à héberger... De mois en mois, SOS n'en finit pas de remporter des appels d'offres les plus divers, et de grandir, grandir. »

« Depuis trente ans, la lutte contre les inégalités et la solidarité font l'ADN du Groupe SOS. [...] Aussi atypique qu'incontournable, Jean-Marc Borello a fait ses armes dans trois univers parallèles, le monde associatif, celui de la nuit et de la politique. [...] Meneur d'hommes, boîte à idées, opiniâtre, fêtard, charismatique, ingérable, colérique: Jean-Marc Borello revendique tout. Son homosexualité aussi, qu'il n'a jamais cachée à ses collaborateurs, qu'ils soient hommes d'affaires ou hommes politiques. [...] Dans les locaux de la rue Amelot, fine artère reliant les places de la République et de la Bastille à Paris, Jean-Marc Borello règne sans partage, volontiers provocateur. Il a vécu mille vies, il parle cash. C'est parfois sexiste, souvent sexuel. Passant la tête dans un bureau où une future recrue attend son rendez-vous, le patron lance "pas besoin d'entretien, la grande folle, on la prend". "En réunion, je l'ai entendu dire: Il s'appelle comment déjà le stagiaire pédé?" »

Libération, 21 décembre 2018.

« Un groupe qui est dynamique avec des idées de la gauche et des valeurs libérales, libertaires. »

Aurélien Taché, *Libération*, 21 décembre 2018.

« Tout au long de la journée, il enchaîne les réunions et grille deux paquets de *Dunhill*. [...] Personne n'ose lui rappeler qu'il est interdit de fumer. [...] À l'Élysée, les collaborateurs d'Emmanuel Macron connaissent bien ses éclats de voix et de rire. [...] Excellent connaisseur du monde politique, il tutoie les maires des grandes métropoles, et les présidents de région, compte des disciples dans les ministères, les administrations, les partis de gauche ».

Challenges, 14 mai 2020.

« La voiture-balai de l'État-providence »

Pendant le quinquennat de François Hollande, l'expansion du Groupe SOS devient véritablement exponentielle avec à la clef la création d'un ministère de l'Économie sociale et solidaire logé à Bercy. Et comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, Jean-Marc Borello manœuvre en coulisse pour peser à fond sur la loi sur l'économie sociale et solidaire portée par Benoît Hamon qui lui attribuera la médaille d'officier de l'ordre national du Mérite.

PORTRAIT

En découle, en 2016, l'introduction des « contrats à impact social » : « Beaucoup s'étaient émus du lobbying exercé par **Jean-Marc Borello** pour faire reconnaître [les entreprises sociales] comme des acteurs à part entière aux côtés des associations, des mutuelles et des coopératives. Il avait alors gagné la bataille. Et permit à son groupe et à d'autres d'accéder à des financements publics qui leur étaient interdits jusque-là » (*L'Express*, 18 décembre 2019).

Dans la foulée, **Nicolas Hazard**, vice-président du **Groupe SOS** chargé de l'international, deviendra le conseiller économique de **Benoît Hamon** pendant la campagne présidentielle. « *Golden-boy* de la finance sociale », intronisé coup sur coup *Young Global Leader* du **Forum économique mondial** de Davos et *Young Leader* de la **French-American Foundation**, Nicolas Hazard reprendra **Le Comptoir de l'Innovation**, une filiale du **Groupe SOS** (soutenue par la **Caisse des dépôts et consignations**) pour lancer **INCO** (capital-risque dans le même secteur), devenant parallèlement conseiller spécial « économie sociale et solidaire » de la présidente de la **Commission européenne Ursula von der Leyen**. Plus tard, Benoît Hamon reviendra sur son expérience aux côtés de Jean-Marc Borello : « Il tutoie, il rigole beaucoup et déjà, tout ce qu'il disait faisait qu'il n'était pas du tout sur la même ligne politique que moi. En fait, maintenant que j'y pense, il était déjà macroniste. »

« Aujourd'hui, le boss de **SOS** ressemble de plus en plus à ceux du CAC 40 qu'il côtoie [...]. Il court les conférences pour promouvoir une façon plus éthique de diriger une entreprise » (*Challenges*, 2 avril 2015). Il rejoint ainsi le conseil d'orientation de l'**Institut de l'Entreprise** « car, au moment où les entreprises privées veulent se donner un vernis social, cet expert des misères du monde est très courtisé. **Antoine Frérot** (**Veolia**), **Emmanuel Faber** (**Danone**), **Sébastien Bazin** (**Accor**) et bien d'autres le consultent. **SOS** s'impose comme la voiture-balai de l'État-providence, récupérant les missions d'action sociale que les pouvoirs publics ne font pas ou plus. Et cet homme jamais à court d'idées continue d'innover. Exemple : « Nous avons une expertise dans l'accompagnement et la réinsertion des anciens djihadistes, mais nous nous sommes aperçus que les phénomènes de radicalisation sont beaucoup plus larges et touchent maintenant des jeunes aux idées nationalistes, nous préparons des programmes » » (*Challenges*, 14, mai 2020).

Déjà très introduit dans la galaxie socialiste parisienne de l'ère **Bertrand Delanoë**, Jean-Marc Borello compte d'innombrables antennes à la mairie de Paris. Citons **Gauthier Caron-Thibault**, son ancien chargé des relations institutionnelles (2008-2011), c'est-à-dire lobbyiste en chef du **Groupe SOS**, aujourd'hui à la tête de la commission action sociale et santé du Conseil de Paris et de l'**Agence départementale d'information sur le logement** (ADIL de Paris). Le patron de **SOS** est également proche de **David Belliard**, cofondateur de l'**AJL** (l'association des journalistes LGBT) et adjoint EELV à la mairie de Paris, chargé de la transformation de l'espace public, des mobilités et des transports. Les deux se sont liés depuis l'époque du **Sidaction**, l'opération médiatique portée par la meneuse de revue **Line Renaud** et par le milliardaire rose **Pierre Bergé**. Belliard en

Le vrai patron de Macron



Inspiration. Le pape de l'économie sociale et solidaire, Jean-Marc Borello, marche pour le candidat.

PAR MARC VIGNAUD

Début des années 2000, Jean-Marc Borello est enseignant à Sciences-Po et prépare le jeune et brillant Emmanuel Macron à l'épreuve de « Questions sociales » du concours d'entrée de l'Ena. L'ancien assistant de Paul Ricœur a 24 ans, fréquente les bancs de la Rue Saint-Guillaume et s'occupe notamment d'assurer sur l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale. Il sera reçu les doigts dans le nez. Une quinzaine d'années plus tard, Emmanuel Macron prépare son programme présidentiel. Son

ancien professeur Jean-Marc Borello, parfois surnommé le « Bill Gates du social », mûrit une envie et toujours à l'oreille de son ex-célibataire, désormais candidat à la présidence de la République. Cet homme à l'accent méridional a été nommé délégué national d'En Marche, en octobre 2016. « Ambassadeur » du mouvement, Borello porte la bonne parole macronienne dans la France entière, participe à des meetings et des rencontres avec les militants. Quand on sait qu'il ne sont que deux à avoir été entités, on comprend vite que Jean-Marc Borello

est un rouage important du rouage macronien. Du haut de son 1,63 mètre et fort de ses 200 kilos, Jean-Marc Borello est un personnage imposant. Il est un peu le pape de l'économie sociale et solidaire, un peu le pape de la gauche de l'ex-banquier d'affaires... Caution qui coûte quand même ce qui se fait de mieux dans la sphère capitaliste de ce monde, puisqu'il a été élu en janvier, au Forum économique de Davos, « entrepreneur social de l'année » par la Fondation Schwab – une distinction attribuée à seulement deux personnes en Europe. Il est le président fondateur

Le Point 25/01/2017 45

Si Jean-Marc Borello est engagé aux côtés d'Emmanuel Macron depuis au moins 2014, sa participation active à la campagne ne sera officialisée qu'au début de l'année 2017, dans la foulée d'un prix pour l'ensemble de son œuvre que lui a décerné Klaus Schwab à Davos. Un prétexte à une campagne de communication au moyen de portraits louangeurs parus dans la presse, destinée à faire oublier son passé (et celui du Groupe SOS) et, ainsi, nettoyer son référencement sur Google.

était le directeur financier et Borello, le vice-président. Une fonction qui a fait du « Bel-Ami provençal » (*Challenges*, 14 mai 2020) une figure incontournable de ce qui deviendra le lobby LGBT, d'autant qu'à l'époque, Borello est également président de l'**Union nationale des associations de lutte contre le Sida** (UNALS).

Bien que Jean-Marc Borello s'en défende, tout est nécessairement politique chez **SOS**. À commencer par son actuel bras droit, **Sofiane Kherarfa**. Directeur de cabinet, vice-président et membre du directoire restreint du **Groupe SOS**, ce dernier, issu des rangs du **Mouvement des jeunes socialistes** (MJS), a figuré sur la liste du socialiste **Vincent Feltess** aux élections municipales à Bordeaux en 2014. Ancienne chargée de la communication de **Jean-Marc Ayrault** et de **Manuel Valls** à Matignon (2012-2016), **Marine Creuzet** est aujourd'hui membre du comité exécutif de **SOS** en qualité de directrice de la communication. Directrice du département « action territoriale » de **SOS**, **Chloé Brillion** est issue du cabinet de **Laurence Rossignol** (ex-trotskyste), secrétaire d'État chargée de la Famille et des Personnes âgées du gouvernement Valls, aujourd'hui vice-présidente socialiste du Sénat.



PORTRAIT

À Sciences-Po, le patron de SOS aurait notamment préparé **Emmanuel Macron** à l'épreuve *Questions sociales* du concours d'entrée à l'ENA. Devenu un membre du tout premier cercle informel de l'entourage du couple présidentiel, **Jean-Marc Borello** trouve par exemple « extraordinairement moderne » le personnage de « **Brigitte** » (*Le Point*, 25 octobre 2018) et revendique son « goût pour les gens "en marge" » (*Mon bonheur, c'est les autres*, Débats Publics Éditions, 2022). Tout en étant impliqué sur le volet « social » de la campagne dont il est la « caution de gauche » (*Le Point*, 2 mars 2017), ce lecteur revendiqué des *Amitiés particulières* de **Roger Peyrefitte** figure alors en bonne place dans la délégation française au Forum économique mondial de Davos où Jean-Marc Borello est même consacré « entrepreneur social de l'année » par la Fondation Schwab.

Si d'aucuns spéculent à l'époque sur l'entrée du « Bill Gates du social » (*Challenges*, 2 avril 2015) au gouvernement, le patron de SOS s'est toujours vu rester dans l'ombre, dans un rôle de « visiteur du soir ». Depuis, il a intégré le bureau exécutif de La République en Marche en décembre 2017, devenant, en 2020, délégué général adjoint chargé de l'engagement citoyen ainsi que coprésident de la Commission nationale des talents.

Son poids dans les instances du parti semble largement dépasser ses fonctions officielles dans l'organigramme. En témoigne cette confidence de **Louis Gallois**, l'ancien patron de la SNCF, au *Monde* : « Dans certaines réunions, il arrive que M. Borello surplombe les ministres, leur coupe la parole ». Un ascendant qui lui permet de pousser ses lubies : « Au bureau exécutif d'En Marche, [...] il plaide pour la prise en charge des revenants du djihad (une structure de son groupe s'en occupe), critique l'héritage et le droit de propriété. [...] Son entregent et son carnet d'adresses sont très convoités. Il rend des services, beaucoup, souvent. Parce qu'il connaît tous les acteurs locaux, il se révèle très utile dans les commissions d'investiture d'En Marche » (*L'Express*, 18 décembre 2019).

Outre 1000 cafés, programme largement médiatisé et vitrine du groupe, on doit surtout à Jean-Marc Borello l'idée de transformer en « laboratoire de la Macronie » Marseille, la ville où Emmanuel Macron avait dévoilé son immigrationnisme de conviction dans un discours enflammé, le 1^{er} avril 2017 : « Quand je regarde Marseille, je vois une ville française, façonnée par deux mille ans d'histoire, d'immigration, d'Europe. Je vois des Arméniens, des Comoriens, des Italiens, des Algériens, des Marocains, des Tunisiens, je vois des Maliens, des Sénégalais, des Ivoiriens. Et tant d'autres que je n'ai pas cités. Mais je vois quoi ? Des Marseillais ! Je vois quoi ? Je vois des Français ! ». Pour prendre le contrôle de Marseille dans l'après **Jean-Claude Gaudin**, Emmanuel Macron s'est essentiellement appuyé sur Jean-Marc Borello qui aura littéralement « fait » **Benoît Payan**, l'héritier de **Jean-Noël Guérini**, élu maire en 2020 : « Borello est le grand protecteur de Payan », souffle un élu marseillais [...]. Quant à Borello et à Payan, ils se connaissent depuis l'époque du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), où ils croisaient **William Elman**, un Marseillais, directeur du cabinet d'**Élisabeth Moreno** à l'Égalité entre les femmes et les hommes, ou **Maxance Barré**, l'actuel conseiller politique du président et ancien patron du MJS de la Vienne. [...] « Il y a un vrai « momentum » pour Marseille. Le plan

« Marseille en grand », c'est gagnant-gagnant pour Macron et Payan », explique **Tarik Ghezali**, 44 ans, un proche de Jean-Marc Borello, fondateur de La Fabrique du Nous [sic] et de l'accélérateur d'innovations sociales, Marseille Solutions. [...] Très présent à Marseille, le Groupe SOS a signé un bail emphytéotique de quarante ans avec la municipalité pour faire de la citadelle un espace culturel et le « plus beau rooftop de la ville » d'ici à 2024 » (*Les Échos*, 4 février 2022).

Dans son édition du 25 juillet 2022, *La Lettre A* note que Jean-Marc Borello est également « très proche » de **Marlène Schiappa**, nommée au début du second quinquennat secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire (désormais directement rattachée à Matignon) et qu'il « multiplie les entretiens informels avec les membres du nouveau gouvernement, comme il en avait pris l'habitude lors du précédent quinquennat. La liste de ses rendez-vous ministériels, quand il n'est pas aperçu à l'Élysée, témoigne de son influence, toujours intacte, dans les allées du pouvoir ainsi qu'à La République en marche (LREM) – rebaptisé Renaissance [...]. Rares sont les grands patrons français à pouvoir bénéficier d'une telle sollicitude. [...] Il fut également invité, le 15 juin [2022], à s'entretenir avec **Isabelle Rome**, ministre déléguée chargée notamment de l'Égalité entre les femmes et les hommes. L'entrevue portera ses fruits : le conseiller de Jean-Marc Borello à LREM, **Clément Rabet**, a été nommé chef adjoint de cabinet d'Isabelle Rome, en charge des élus locaux. [...] Des dizaines d'autres rencontres [...] illustrent cette sarabande dans les coursives ministérielles. [...] Ces multiples connexions, autour de la figure centrale de Jean-Marc Borello, posent la question de la transparence des activités de lobbying du Groupe SOS au registre de la HATVP. Les rendez-vous à répétition de son dirigeant dans les ministères, à Matignon ou à l'Élysée, devraient-ils y être renseignés ? Le Groupe SOS se montre très timide en la matière ». Dans les derniers statuts de Renaissance mis à jour en octobre 2022, Jean-Marc Borello apparaît comme chargé de la « lutte contre l'ingérence et les fake news »...

Un pied dedans, un pied dehors, ce « remarquable aspirateur à subventions » (*Challenges*, 14 mai 2020) a donc assis son influence dans un rôle de DRH, siégeant, pour les élections législatives de 2017, à la commission nationale d'investiture dont il prendra la présidence pour les élections européennes de 2019. Une position aussi cruciale que stratégique qui lui permet de placer ses pions partout en Macronie. **Pacôme Rupin**, son ancien directeur de cabinet, est ainsi devenu député LREM de Paris en 2017, puis, après sa défaite aux élections législatives de 2022, a pris la tête du Refuge, une association conventionnée et subventionnée par l'État pour porter « assistance aux jeunes LGBT ». Dans la même veine, **Aurélien Taché** était membre du cabinet de Jean-Marc Borello et délégué régional pour l'Île-de-France du Groupe SOS avant d'être investi par En Marche ! puis élu député dans la 10^e circonscription du Val-d'Oise en 2017 (réélu en 2022 sous l'étiquette Nupes).

Battu dans la 1^{re} circonscription du Nord par **Adrien Quatennens**, **Christophe Itier**, directeur général de La Sauvegarde du Nord, une grosse association de protection de l'enfance vivant de la commande publique, à qui Jean-Marc Borello avait confié la présidence du Mouves (son

PORTRAIT

mouvement patronal), sera bombardé haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, puis promu, au tour extérieur (évidemment) à l'**Inspection générale des affaires sociales** (IGAS). À l'Assemblée nationale, c'est le **Groupe SOS** qui sera retenu par le groupe LREM pour que les néo-députés apprennent à s'exprimer dans les médias.

Issue du vivier de la mairie de Paris, **Anne de Bayser** fut secrétaire générale adjointe de la République auprès d'**Emmanuel Macron**, avant de rejoindre **SOS**. Elle y intègre le conseil d'administration de **SOS Solidarités** et pilote, en juillet 2021, « la stratégie de développement Horizon 2025 » du groupe, œuvrant parallèlement à la campagne d'**Emmanuel Macron** en tant que coordinatrice des relations avec la société civile. Signe de l'importance prise par Anne de Bayser dans le dispositif, elle présidera en outre l'**Association de financement Ensemble pour la majorité présidentielle** lors des élections législatives de 2022. Même *Le Monde* finit par s'étonner de la quantité d'appels d'offres remportés par **SOS** depuis l'arrivée d'**Emmanuel Macron** au pouvoir : « Un hôpital à redresser, un monument historique à restaurer, des islamistes radicalisés à remettre dans le droit chemin, des élus à former, des réfugiés à

héberger... De mois en mois, **SOS** n'en finit pas de remporter des appels d'offres les plus divers, et de grandir, grandir. »

Dès le début du premier quinquennat d'**Emmanuel Macron**, **Jean-Marc Borello** signe coup sur coup *Pour un capitalisme d'intérêt général* (**Nouveaux Débats Publics**) et *Choisir son monde* (Éditions de l'Atelier), un prétexte pour une vague de portraits louangeurs visant à ripoliner son image et son passé par le jeu du référencement **Google**. Les statuts du **Groupe SOS** sont modifiés pour mettre en place une direction collégiale destinée à assurer progressivement une transition en vue d'un départ en retraite repoussé *sine die*. Il se voit surtout confier un rapport sur la fin des contrats aidés par la ministre du Travail **Muriel Pénicaud**.

Dans la foulée, en janvier 2018, le gouvernement lance **French Impact**, une version « sociale » de la **French Tech**, avec à la clef un milliard d'euros sur cinq ans. « Et dans la course, le groupe de Borello est bien placé, note alors *Le Canard enchaîné*. Non content d'étiqueter les entreprises vertueuses d'un secteur économique représentant, selon l'**INSEE**, 10 % des emplois salariés en France, l'initiative permettra aussi de sélectionner

juin 2023 - Le Monde diplomatique

LES BONNES AFFAIRES

Groupe SOS, l'ogre qui dévore le monde associatif

En 2010, le Groupe SOS s'est imposé comme la figure majeure de l'entrepreneuriat social en France, avec des méthodes inspirées du privé. Il dispose de nombreuses structures dans les champs de l'éducation, de la protection de l'enfance ou des personnes âgées. Proche de pouvoir, son patron Jean-Marc Borello a tiré en mode d'inspiration le monde associatif.

UNE ÉCHOUÉE DE MARCO HENRIER ET CLEMENTINE BERNIER

Le 1^{er} mai 2011, dans la foulée du succès de son livre *Le monde associatif*, Jean-Marc Borello, fondateur du Groupe SOS, a été nommé haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire. À l'époque, il était directeur général adjoint de la mairie de Paris. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

Le Groupe SOS a connu une croissance fulgurante. En 2012, il a été nommé à la tête de la Direction générale de l'éducation nationale (DGEN) par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marc Ayrault. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

En 2013, le Groupe SOS a été nommé à la tête de la Direction générale de la protection de l'enfance (DGE) par le ministre de la Justice, Jean-Marc Ayrault. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

Veille auprès des tribunaux administratifs

Après avoir été nommé à la tête de la DGEN, Jean-Marc Borello a été nommé à la tête de la DGE. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.



JEAN-MARC BORELLO - GLOUPE (FRANCE) 2018

En 2010, le Groupe SOS s'est imposé comme la figure majeure de l'entrepreneuriat social en France, avec des méthodes inspirées du privé. Il dispose de nombreuses structures dans les champs de l'éducation, de la protection de l'enfance ou des personnes âgées. Proche de pouvoir, son patron Jean-Marc Borello a tiré en mode d'inspiration le monde associatif.

Après avoir été nommé à la tête de la DGEN, Jean-Marc Borello a été nommé à la tête de la DGE. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

Branches lucratives

Le Groupe SOS a connu une croissance fulgurante. En 2012, il a été nommé à la tête de la Direction générale de l'éducation nationale (DGEN) par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marc Ayrault. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

Après avoir été nommé à la tête de la DGEN, Jean-Marc Borello a été nommé à la tête de la DGE. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

Branches lucratives

Le Groupe SOS a connu une croissance fulgurante. En 2012, il a été nommé à la tête de la Direction générale de l'éducation nationale (DGEN) par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marc Ayrault. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

Après avoir été nommé à la tête de la DGEN, Jean-Marc Borello a été nommé à la tête de la DGE. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

En 1995, le groupe crée Alerna - anciennement Alliance immobilière - une société coopérative chargée de réaliser « toutes opérations susceptibles de favoriser le développement du patrimoine social des associations ». Quand une structure rejoint SOS, elle apporte avec elle l'ensemble de son patrimoine immobilier, en échange de parts sociales. Aujourd'hui, l'entreprise est ainsi propriétaire de 650 000 mètres carrés de locaux divers, valorisés à près de 800 millions d'euros.

Branches lucratives

Le Groupe SOS a connu une croissance fulgurante. En 2012, il a été nommé à la tête de la Direction générale de l'éducation nationale (DGEN) par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Marc Ayrault. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

Après avoir été nommé à la tête de la DGEN, Jean-Marc Borello a été nommé à la tête de la DGE. Cette nomination a été saluée par les médias comme une reconnaissance de son rôle de pionnier dans le secteur. Borello a alors pris la tête du groupe SOS, qui compte à l'époque 100 salariés et 100 millions de chiffre d'affaires.

Fuite en avant. Depuis l'affaire des Tournelles pendant laquelle avait été mise en lumière une « dérive financière et immobilière », rien ne semble avoir changé. En janvier dernier, Le Monde diplomatique évaluait le patrimoine immobilier du Groupe SOS à 800 millions d'euros, soit 300 millions de plus par rapport à la précédente estimation publiée dans Le Monde en décembre 2018...

PORTRAIT

les 10 ou 15 boîtes « les plus innovantes socialement et ayant démontré la robustesse de leur modèle » pour « amorcer un changement d'échelle » [sic]. Autrement dit, les lauréats recevront des millions (moitié d'origine privée, moitié d'origine publique) pour grandir et s'imposer comme des acteurs de poids dans l'économie sociale. Une bonne surprise : parmi les sociétés déjà repérées se trouve Wimoov, une association de covoiturage pour les personnes en situation de fragilité appartenant justement à la galaxie du Groupe SOS. [...] Le coup de pouce d'un milliard aux « gagnants » du social intervient dans un climat très tendu au sein du milieu associatif. Cet été, le gouvernement a réduit les subventions des collectivités locales destinées aux activités sportives et culturelles. Et, en janvier, 200 000 contrats aidés ont été effacés sans plan B, au prétexte que les employeurs devaient « être capables d'insérer les personnes durablement ». Une belle formule « insérée » dans un rapport remis à la ministre du Travail par... **Jean-Marc Borello**. » Bilan : parmi les vingt-deux sélectionnés, deux font partis de SOS et la moitié a été financée par le groupe ou est en partenariat avec lui.

Par la suite, **Nicolas Goudy**, le directeur « Impact & Engagement » de SOS (2015-2018) passé chez Génération (2018-2020), une œuvre d'« insertion des jeunes » émanant de la Fondation McKinsey, rejoindra le cabinet d'**Élisabeth Borne** au ministère du Travail, puis prendra la direction du bureau parisien de Purpose Campaigns, une agence américaine opérant dans la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), c'est-à-dire, comme le résume sa page

LinkedIn : « Le développement durable, diversité & inclusion, égalité des chances, droits LGBT+ », etc. Bref, les critères ESG « woke » chers à **Klaus Schwab** et à **Larry Fink** dans le cadre du *Great Reset* et de l'*Agenda 2030*.

Pendant le Covid, **David Causse**, le directeur du développement et des partenariats du Groupe SOS (2018-2021) est envoyé en renfort pour la coordination de la crise Covid-19 au ministère de la Santé. Il sera par la suite promu (au tour extérieur) rapporteur à la Cour des Comptes.

Au début du second quinquennat, c'est cette fois **Clément Lacoïn**, ancien directeur adjoint du cabinet d'**Olivier Véran** au ministère de la Santé qui pantoufle chez SOS Santé, une importante filiale de SOS gérant neuf hôpitaux, des services de soins infirmiers à domicile, des instituts de formation des aides-soignants, etc. Et, au passage, dans d'obscur conditions, le Groupe SOS met la main sur la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), un important réseau comprenant une quarantaine de fondations et des dizaines de clubs régionaux (cf. *Le Canard enchaîné* des 20 avril et 18 mai 2022).

Plus intimement, remarquons le parcours de **Baptiste Pecriaux**, le neveu de **Monique Gueudet** (la sœur de « **Brigitte** ») qui dirige depuis 2018 une filiale du Groupe SOS, Impact Campus, après avoir été notamment responsable des programmes « Secteur privé & Enseignement supérieur » chez Transparency International.

Une stupéfiante affaire d'énarco-blanchiment

Un haut fonctionnaire de l'Intérieur et un autre de Bercy apparaissent dans une enquête judiciaire ouverte le 5 février.

L'ÉNA, école du vice ? Deux anciens élèves de cette fabrique de hauts fonctionnaires, supprimée par Macron en avril dernier, sont visés par une information judiciaire ouverte le 5 février pour trafic de stupéfiants et association de malfaiteurs. Ils ne sont pas mis en examen et sont présumés innocents. La justice les soupçonne pourtant d'avoir participé à un réseau de blanchiment en lien avec ce trafic...

Éric Moniot, administrateur civil au ministère de l'Économie, a été, dix ans durant (2008-2018), l'un des dirigeants de la chaîne parlementaire de l'Assemblée nationale (LCP-AN). Jean Mafart, lui, occupe la fonction de directeur des Affaires européennes et internationales à l'Intérieur, après avoir travaillé à la DGSE et à la DGSI.

Leur histoire rocambolesque est détaillée dans une note de Tracfin, le service de renseignement financier, que « *Le Canard* » a consulté. A en croire les flux de leurs nombreux comptes en banque, ces deux serviteurs de l'État ont un « train de vie dispendieux » ne pou-

vant être assuré par leurs seuls revenus, pourtant très confortables.

Ça va bien se passer...

Moniot s'offre de nombreuses œuvres d'art et se montre très généreux envers un grand nombre d'obligés. Mafart, lui, clique en moyenne 26 000 euros par mois, ses comptes étant alimentés par de sympathiques donateurs venus de Suisse et d'ailleurs. Tous deux sont étroitement liés à un certain Oussama Oualid, mis en examen le 5 février. Ils sont soupçonnés d'avoir participé au blanchiment des revenus de ce businessman ténébreux.

Pour avoir transporté, acheté et vendu de la cocaïne et d'autres friandises de synthèse (méthamphétamine et kétamine) dans « des quantités trop importantes pour correspondre à sa consommation personnelle », Oualid se trouve aujourd'hui en détention provisoire. Inscrit au fichier des personnes recherchées, il a été passé de 2015 à 2019 avec l'actuel patron des re-



lations internationales de la Place Beauvau, au nez et à la barbe des services français (lire l'encadré ci-dessous).

En sus de ses activités dopantes, Oualid a créé plusieurs sociétés dans l'import-export, le

bâtiment et l'informatique. Quel esprit d'entreprise ! Au sein d'OML Systèmes, fondé en février 2016, le jeune homme est à la fois président et seul salarié. Comme lui, son compagnon, Jean Mafart, détient 30 % du capital

social. Le 26 juillet 2017, la petite boîte décroche un improbable « contrat de prestations » avec la chaîne LCP-AN représentée par Éric Moniot... qui a reconnu devant les flics une liaison avec Oualid. L'heureux prestataire s'engage notamment à rénover le site Internet de la chaîne – et tant pis si ses compétences en la matière sont nulles.

Dépenser sans compter

Au contrat initial (37 000 euros hors taxes) s'ajoutent un suivi de maintenance et des prestations complémentaires. Finalement, LCP-AN – dont les locaux ont été perquisitionnés en octobre – a dépensé plus de 92 000 euros, bien au-delà du seuil (25 000 euros) nécessitant un appel d'offres public. Même entre bons amis ?

Assurément, Éric Moniot est en un : il est également devenu actionnaire à 30 % d'OML Électricité et à 25 % de Tun-Eden Distribution, deux boîtes contrôlées par Oualid. Remercé en 2018 par La Chaîne parlementaire, avec

un joli chèque de 170 000 euros, Moniot a offert ce poipon, plus le montant d'une assurance-vie et d'un prêt bancaire, à son coactionnaire, qui l'a claqué dans des œuvres d'art en Tunisie. Comme ses deux amis, le jeune entrepreneur avait, selon Tracfin, « un train de vie dispendieux », multipliant achats et voyages, et dépensant près de 6 800 euros par mois avec sa seule carte bancaire. Mais il avait des mécènes : une société de droit canadien, un quidam en Tunisie, un autre en Turquie, plus ses deux amis énarques.

Parmi les nombreux échanges documentés par les flics, on note trois rencontres de Oualid avec Mafart à Paris, au 11 rue des Saussaies... l'une des adresses du ministère de l'Intérieur. Darnain avait pourtant bien promis de démanteler les points de deal... Même à Beauvau ?

Didier Housseau et Christophe Lobbe

"J'ai juste donné de l'argent"

CONTACTÉS par « *Le Canard* », Éric Moniot et Jean Mafart se disent étrangers aux agissements d'Oussama Oualid. Le premier affirme : « J'ignore tout. Je suis abasourdi. Oussama ne demandait de l'argent, je l'ai aidé. » Quant au second, entendu et perquisitionné en décembre, il indique : « Je sais injustement associé aux turpitudes de mon ex. Je n'ai commis aucune infraction. J'ai juste donné de l'argent bêtement. »



Une carrière qui sent la poudre...

UN HAUT FONCTIONNAIRE ayant occupé plusieurs postes ultrasensibles posé avec un trafic quant de drogue flic par la police ? Le dossier donne des sursurprises à Beauvau. Le 23 novembre 2015, l'actuel directeur des Affaires européennes et internationales au ministère de l'Intérieur a officiellement convoqué avec un vendeur de stupe. Jean Mafart, à l'époque, occupait la

fonction de secrétaire général de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) ! Le Renseignement intérieur est pourtant censé passer au tamis la vie privée de tous ses agents, à fortiori celle de ses hauts cadres. L'histoire est d'autant plus croquignolesque que la DGSI est chargée, au terme d'une enquête minutieuse, de distribuer et de renouveler – tous

les cinq ans, et à tous les fonctionnaires du pays – les tabillations « secret-défense ». C'est là, Jean Mafart le connaît bien : auparavant, il avait sévi dans la maison d'en face, la DGSE, au titre de sous-directeur au budget – un poste des plus sensibles, l'argent restant le nerf des opérations clandestines.

Avant de côtoyer le Bureau des légendes, l'énarque avait fait ses

premiers pas à l'Intérieur comme directeur adjoint de Frédéric Pichonard, le grand patron de la police de l'époque, devenu depuis conseiller sécurité de la candidate Pécresse.

Interrogé par « *Le Canard* », le cabinet du ministère de l'Intérieur préfère ne pas s'exprimer sur une enquête en cours. Elle est classée « secret-défense » ?

Administrateur du Groupe SOS, très proche tant de Jean-Marc Borello que d'Emmanuel Macron, Éric Moniot est apparu dans une de ces affaires dont la Macronie a le secret (révélée par *Le Canard enchaîné* du 23 février 2022), mêlant haute fonction publique, trafic de stupe et immigration maghrébine sur fond d'homosexualité.



PORTRAIT / DOSSIER

Notons également la trajectoire de **Sophie Ferracci** qui, après avoir été cheffe du cabinet d'**Emmanuel Macron** à Bercy (2016), fut cheffe du cabinet d'**Agnès Buzyn** au ministère de la Santé avant de rejoindre la Caisse des dépôts et consignations, intégrant parallèlement le conseil d'administration de SOS Jeunesse. Elle est accessoirement l'épouse de **Marc Ferracci**, le témoin de l'improbable mariage d'Emmanuel Macron...

Disposant de multiples entrées dans le monde médiatique, **Jean-Marc Borello** a ainsi investi dans I/O Media, lancé sous le nom de Têtu Ventures, lors de la relance de Têtu par **Albin Servant**, chef de file du parti présidentiel à Londres, en liaison avec **Marc-Olivier Fogiel**, un autre inconditionnel de « **Brigitte** », propulsé en 2019 à la tête de BFMTV (F&D 507).

Le patron de SOS est également très lié à **Éric Moniot**, administrateur du Groupe SOS Seniors, haut fonctionnaire socialiste qui coorganisa, avec **Laurent Huberson** (Groupe TFI), la venue d'Emmanuel Macron au grand temple du Grand Orient de France en juin 2016. À l'époque, Moniot dirigeait les programmes de La Chaîne parlementaire qu'il quittera en 2018 dans des circonstances troubles.

Intime de Jean-Marc Borello depuis leur passage au cabinet de **Gilbert Trigano** au début des années 1980, **Éric Moniot** a en effet été visé par une information judiciaire ouverte le 5 février 2022 pour trafic de stupéfiants et association de malfaiteurs, la justice le soupçonnant d'avoir participé à un réseau de blanchiment en lien avec ce trafic, aux côtés notamment du préfet **Jean Mafart**, passé par la DGSE et la DGSI avant d'être promu directeur des Affaires européennes et internationales à l'administration centrale du ministère de l'Intérieur en 2020: « Tous deux, rapporte Le Canard enchaîné (23 février 2022), sont étroitement liés à un certain **Oussama Oualid**, mis en examen le 5 février. Ils sont soupçonnés d'avoir participé au blanchiment des revenus de ce businessman trentenaire. Pour avoir transporté, acheté et vendu de la cocaïne et d'autres friandises de synthèse (méthamphétamine et kétamine) dans "des quantités trop importantes pour correspondre à sa consommation personnelle", Oualid se trouve aujourd'hui en détention provisoire. Inscrit au fichier des personnes recherchées, il a été pacsé de 2015 à 2019 avec l'actuel patron des relations internationales de la Place Beauvau, au nez et à la barbe des services français. [...] Oualid a créé plusieurs sociétés dans l'import-export, le bâtiment et l'informatique. [...] Au sein d'OML Systèmes, fondée en février 2016, le jeune homme est à la fois le président et le seul salarié. [...] Le 26 juillet 2017, la petite boîte décroche un improbable "contrat de prestations" avec la chaîne LCP-AN, représentée par **Éric Moniot**... qui a reconnu devant les flics une liaison avec Oualid. [...] Au contrat initial (37 000 euros hors taxes), s'ajoutent un suivi de maintenance et des prestations complémentaires. Finalement, LCP-AN – dont les locaux ont été perquisitionnés en octobre – a dépensé plus de 92 000 euros, bien au-delà du seuil (25 000 euros) nécessitant un appel d'offres public. Même entre bons amis? Assurément, **Éric Moniot** en est un: il est également devenu actionnaire à 20 % d'OML Électricité et à 25 % de Tun-Eden distribution, deux boîtes contrôlées par Oualid. Remercié en 2018 par La Chaîne parlementaire, avec un joli chèque de 170 000 euros, Moniot a offert ce pognon, plus le montant d'une assurance-vie et d'un prêt bancaire, à son coactionnaire, qui l'a claqué dans des œuvres d'art en Tunisie. »

JEUNESSE, ÉDUCATION ET SEXUALITÉ EN MACRONIE (1)

Chacun ressent que quelque chose ne tourne pas rond dans le rapport de la Macronie à la jeunesse, à l'éducation et à la sexualité. Quelque chose d'encore indicible dans le débat public, à l'exception, de temps à autre, de quelques saillies humoristiques. Car, pour reprendre le mot du comédien et essayiste québécois Doris Lussier, « quand la vérité n'ose pas aller toute nue, la robe qui l'habille le mieux, c'est l'humour »...

L'humour de **Gaspard Proust** qui, dans son billet du 21 décembre 2022 sur Europe 1, rit du comportement pour le moins déplacé d'**Emmanuel Macron** pendant la coupe du monde en décrivant l'« agression sexuelle » du footballeur **Kylian Mbappé** par ce « supporter qui court en pantalon à pinces, bras de chemise. On aurait dit un stagiaire de chez McKinsey en overdose de poppers. Il le prend, il le touche, l'impression de voir [Michel] Fourniret qui venait de choper un minot sous GHB. » Ou ce sketch de **La Bajon** sur Rire & Chansons, le 9 décembre 2022, abordant le traitement réservé aux pédophiles dans les démocraties libérales avancées: « **Polanski**, accusé d'attouchement sur mineur, il a eu un César; **Woody Allen**, il a épousé sa fille, il a eu un Oscar. » « Et si une femme avait détourné un mineur, elle serait devenue quoi finalement? » interroge l'animateur. « Un poste de première dame » répond **La Bajon** du tac au tac. « Ah, ça confirme que maintenant, la pédophilie on ne la condamne plus, on la récompense, quoi, c'est ça? » Et **La Bajon** de conclure: « C'est à se demander si **Marc Dutroux** n'a pas commencé sa carrière trop tôt... »

Michel Fourniret, Marc Dutroux... Que d'infâmes références pour moquer l'histoire et l'image renvoyée par l'improbable couple qui trône à l'Élysée... Ce n'est que récemment que le sujet est sorti du champ de l'humour, à l'occasion d'un entretien totalement explosif accordé par **Emmanuel Todd** à **Marianne** (6 avril 2023). Le démographe à la renommée internationale revient sur le « bordel » ambiant dans lequel est plongée la France, l'attribuant à la personnalité d'Emmanuel Macron en général, et à son enfance en particulier: « J'ai parlé de système électoral, j'ai parlé de néolibéralisme. J'ai parlé du déficit cognitif néolibéral de Macron. Une autre chose doit être évoquée, non systémique, accidentelle, dont je n'aime pas parler mais dont on doit parler: une autre raison de la préférence de Macron pour le désordre et la violence est sans doute un problème de personnalité, un problème psychologique grave. Son rapport au réel n'est pas clair. On lui reproche de mépriser les gens ordinaires. Je le soupçonne de haïr les gens normaux. Son rapport à son enfance n'est pas clair. Parfois, il me fait penser à ces enfants excités qui cherchent la limite, qui attendent d'un adulte qu'il les arrête. Ce qui serait bien, ce serait que le peuple français devienne adulte et arrête l'enfant Macron. [...] La situation est extrêmement dangereuse parce que nous avons peut-être un président hors contrôle dans un système sociopolitique qui est devenu pathologique. Au-delà de toutes les théories,



DOSSIER

sophistiquées ou non, j'en appelle à tous les gens pacifiques, moraux et raisonnables, quel que soit leur niveau éducatif, leur richesse, leur âge, à tous les députés quel que soit leur parti, Renaissance compris, j'en appelle au MEDEF, aux pauvres, aux inspecteurs des finances, aux vieillards et aux oligarques de bonne volonté, pour qu'ils se donnent la main et remettent ce président sous contrôle. »

Un appel qui résonne comme une (petite) victoire pour *Faits & Documents* qui a tiré la sonnette d'alarme pendant des années dans le désert. Comme **Emmanuel Todd**, nous n'aimons pas parler de ce sujet que nous aurions aimé ne pas avoir à traiter et qui, à vrai dire, ne nous passionne pas vraiment. Mais, comme le dit Emmanuel Todd, nous « devons » en parler car c'est bien dans ce « rapport pas clair » d'**Emmanuel Macron** à son enfance qu'est la clef de cette machine infernale qui, chaque jour un peu plus, met la France en danger de mort. Ce que ne voit pas – ou plutôt fait semblant de ne pas voir – Emmanuel Todd, c'est que cette question du « rapport à l'enfance » est tout sauf « accidentelle ». Pire, elle est peut-être même « systémique » en garantissant précisément le « contrôle » qui s'exerce sur le président... C'est la question que pose ce dossier (non exhaustif) sur ce rapport si spécial à la jeunesse, à l'éducation et à la sexualité qui semble prédominer en Macronie au travers de quelques affaires, traitées ici par ordre alphabétique, selon l'individu concerné.

BEJACH Christophe. Directeur général de Monument Capital Group, Christophe Bejach a été condamné en 2016 à neuf mois de prison avec sursis au Royaume-Uni pour possession de matériel pédopornographique après s'être fait pincer par la police britannique alors qu'il organisait des séances photos de « nus érotiques » avec trois sœurs âgées de 12, 10 et 8 ans. En France, l'*AFP* n'a même pas daigné publier une dépêche sur cette affaire révélée par le *Daily Mail* (3 janvier 2017). Entre 2007 et 2010, Christophe Bejach fut pourtant le vice-président de Terra Nova, think tank hébergé et financé par **Henry Hermand**, le mécène et témoin de mariage d'Emmanuel Macron, en liaison avec les réseaux « clintoniens » du parti démocrate américain, notamment le Center for American Progress fondé par **John Podesta** dont la vie privée fut en partie exposée dans une fuite de ses courriels publiée par *WikiLeaks* à l'automne 2016. La biographie détaillée de Christophe Bejach est disponible dans le numéro 496 de *Faits & Documents*.

BORELLO Jean-Marc. Le sujet a été traité « en profondeur » dans le numéro 519 de *Faits & Documents* et dans les pages « Portrait » de ce numéro.

BOUTONNAT Dominique. Cet ancien cadre du géant de l'assurance AXA participa discrètement à la campagne d'Emmanuel Macron en 2017 (grand donateur, présent à *La Rotonde* le 23 avril 2017, etc.) puis fut propulsé en 2019 à la tête du Centre national du cinéma, le poumon financier du cinéma français subventionné, avant d'être mis en examen, le 11 février 2021, pour tentative de viol à la suite d'une plainte déposée par son filleul de 22 ans. Sans lien familial mais le

considérant comme son « second père », ce dernier l'accuse de l'avoir agressé sexuellement, l'été précédent, dans sa villa grecque de l'île de Kéa. Malgré un renvoi en correctionnelle en septembre 2022, Dominique Boutonnat sera coup sur coup reconduit à la tête du CNC par Emmanuel Macron au nom de la « présomption d'innocence », puis nommé représentant de l'État au conseil d'administration de France Télévisions. Ironie de l'histoire, Dominique Boutonnat avait fait de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes une priorité de sa présidence du CNC, conditionnant les subventions à des formations sur le sujet...

Inconnu du grand public, ce fils de famille est issu par sa mère d'une importante lignée du Cantal comprenant nombre d'universitaires, d'artistes et d'hommes politiques dont son grand-père **Julien Brunhes** (1900-1986), sénateur RI de la Seine, dirigeant du CNIP et partisan résolu de l'Algérie française, son oncle **Bernard Brunhes** (1940-2011), ancien élève de l'École polytechnique (1958), chef de cabinet du directeur général de l'INSEE, puis du commissaire du Plan, conseiller technique au cabinet du socialiste **Pierre Mauroy** à Maignon, sa mère **Marielle Boutonnat** (1937-2021), secrétaire générale du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation, collaboratrice du socialiste **François Autain** au secrétariat d'État chargé des Immigrés. Dominique Boutonnat est également le fils de **Pierre-Louis Boutonnat** qui fut secrétaire général du groupe public Entreprise minière et chimique (EMC), directeur général de la Croix-Rouge française, président de l'Association Village-Vacances-Familles (VVF) ainsi que le frère de **Stéphanie Boutonnat**, cadre de Radio France, actuelle programmatrice de la matinale (7/9.30) de *France Inter*, et de **Laurent Boutonnat**, auteur, compositeur et producteur de musique et de films, ancien compagnon et pygmalion de la chanteuse **Mylène Farmer**.

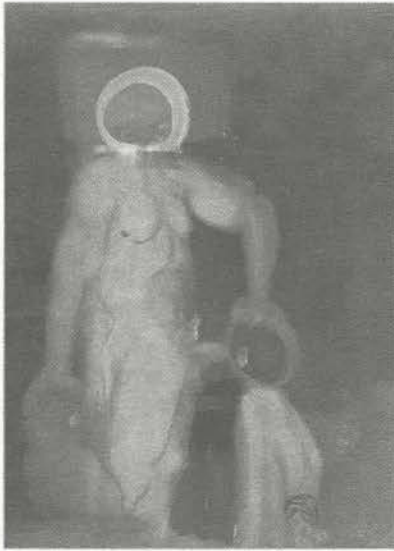
BRANQUINHO Matheus. En février dernier, ce macroniste, ancien député suppléant de **Valéria Faure-Muntian** dans la 3^e circonscription de la Loire, a été condamné à trois ans de prison dont deux avec sursis par le tribunal de Saint-Étienne pour détention de 4000 images et fichiers pédopornographiques et pour des agressions sexuelles commises en 2020 sur une fillette de six ans appartenant à son cercle familial, ainsi qu'une amie de cette dernière, âgée de huit ans. Comme le quadragénaire avait été placé en détention provisoire entre mars et août 2021 avant d'être remis en liberté sous contrôle judiciaire, il n'a pas été incarcéré et effectuée sa peine sous bracelet électronique.

CADET Christophe. Lorsque cet agrégé d'histoire s'est associé, à l'été 2020, au sein du lycée Autrement avec **Tiphaine Auzière**, furent révélés son étrange personnalité et son renvoi, en 2011, de l'Institution Saint-Jean à Douai, établissement dont il était le responsable des classes préparatoires. *Paris Match* (9 octobre 2020) a raconté comment cet « homosexuel assumé, vivant toujours avec sa mère », organisait des « bringues d'enfer » pendant lesquelles il « dansait avec les élèves », avant d'évoquer « les polémiques sur son style, sa proximité avec certains garçons, cette tendance à souvent parler d'homosexualité – en 2003, il a réuni ses troupes dans la chapelle pour les faire gamberger sur le sujet ».



DOSSIER

En 2019, à la suite de « nouveaux bruits de couloir », **Christophe Cadet** fut également limogé de la prépa privée *Intégrale* où il avait rebondi...



CAHN Miriam. Son exposition *Ma pensée sérieuse*, inaugurée le 17 février dernier au Palais de Tokyo – que dirige **Guillaume Désanges** depuis sa nomination par **Emmanuel Macron** en janvier 2022 – a déclenché une vague de protestation sur les réseaux sociaux. Outre la tonalité générale des œuvres, un tableau en particulier, *Fuck abstraction*, représentant une scène à caractère sexuel entre un homme adulte et un enfant, a suscité l'indignation, d'autant que la justification de l'œuvre – une dénonciation des crimes de guerre russes en Ukraine – n'a convaincu personne.



Emmanuel Macron @Em... · 08 mai
En ce 8 mai, où nous célébrons la victoire de la liberté, je condamne l'acte de **vandalisme** commis hier au Palais de Tokyo. S'en prendre à une œuvre, c'est attenter à nos valeurs. En France, l'art est toujours libre et le respect de la création culturelle, garanti.

4 722 132 608 5 814 ilu 21M

À l'exception de la ministre de la Culture **Rima Abdul-Malak** qui, lors des questions au gouvernement (21 mars 2023), a argué d'une « liberté de création garantie par la loi ». Un comble pour un gouvernement qui fait détruire les œuvres qui lui déplaisent. Leurs auteurs, comme le caricaturiste **Lekto** (destruction de son œuvre *Le Marionnettiste* représentant Emmanuel Macron en *Pinocchio* et **Jacques Attali** en *Geppetto*) sont traînés en justice, parfois par Emmanuel Macron en personne, tel le Toulonnais **Michel-Ange Flori**, réalisateur d'affiches parodiques et potaches...

Le 28 mars, six associations de protection de l'enfance qui réclamaient le retrait du tableau de Miriam Cahn de l'exposition ont été déboutées par le tribunal administratif de Paris. Alors que l'article 227-23 du *Code pénal* stipule que « le fait, en vue de sa diffusion, de fixer, d'enregistrer ou de transmettre l'image ou la représentation d'un mineur lorsque cette image ou cette représentation présente un caractère pornographique est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende », le juge des référés **Sylvie Vidal** a estimé dans son ordonnance que le fait d'accompagner le public et de lui expliquer la chose permettait d'autoriser l'exposition de l'œuvre en question. Le cas Miriam Cahn n'est pas isolé, la diffusion de l'imagerie pédopornographique auprès du grand public se généralisant (cf. *L'Affaire Balenciaga*, *F&D* 515), encouragée par les mêmes autorités qui traquent méticuleusement et de manière anachronique les entorses au « politiquement correct » dans un répertoire classique voué aux gémonies, soumis à la réécriture et à la censure sous peine d'être « *annulé* ».

CASENAVE Philippe. Au début du mois de mai, alors que le couple présidentiel préparait son déplacement à Londres pour le couronnement de **Charles III**, le protocole d'État fut secoué par une bien étrange affaire. Le 2 mai au matin, le diplomate Philippe Casenave prenait ses fonctions de nouveau directeur du protocole de l'État à l'Élysée et au Quai d'Orsay... avant d'être débarqué dans l'après-midi. La cause de cet imbroglio a été révélée par *Politico* (5 mai 2023) : « L'homme n'avait pas été suffisamment *screené* auparavant, comme on dit dans le jargon, ou plutôt passé au crible. Comprenez : ce n'est qu'une fois sa nomination annoncée qu'une vieille casserole le concernant est remontée à la surface, d'après trois sources diplomatiques [...] : du temps de son passage à la tête du consulat général de France entre 2017 et 2021 à Marrakech, Philippe Casenave s'était vu reprocher certaines largesses. Le diplomate avait notamment jugé bon de laisser les clés et la gestion de la résidence officielle — un modeste riad de 785 m² et son jardin de 5 000 m² (avec piscine) en pleine Médina — à un « ami » décorateur pendant près de deux ans, d'après le rapport d'une enquête administrative diligentée par le Quai [...]. Hébergé aux frais du prince, le décorateur « disposait de la résidence comme de sa propre maison, y recevant ses amis le week-end, utilisant l'argenterie et le service aux chiffres de la République », détaille le rapport d'enquête. « L'ami » décorateur recevait en outre « régulièrement », en l'absence de Casenave, « des jeunes gens, vraisemblablement des prostitués », souligne l'enquête, qui constate une « dérive » ayant « porté atteinte à la réputation du consulat » et à la « sécurité du poste ».

COHN-BENDIT Daniel. En 2017, Emmanuel Macron a accepté de jouer son propre rôle dans le film *La Traversée* que Daniel Cohn-Bendit a coréalisé avec **Romain Goupil** : « Avec eux, Emmanuel Macron commence toujours par la même question : « Alors, comment tu sens les choses ? » Un jour, c'est le chef de l'État qui interroge Daniel Cohn-Bendit sur une possible commémoration officielle de Mai-68. L'ancien leader étudiant lui dit immédiatement le fond de sa pensée par SMS : « Qu'est-ce que c'est que cette idée ? Rien à cirer ! » Une autre fois, c'est le documentariste **Bertrand Delais** qui sonde le président, avant de postuler à la tête de *La Chaîne parlementaire* : « On va dire que je suis ton candidat... » Réponse cash de son sujet de reportage préféré : « Tu t'en fous ! » Plus récemment, c'est le politologue **Olivier Duhamel** qui vient travailler à l'Élysée sur « une future réforme tenue secrète ». Cohn-Bendit, Delais, Duhamel... mais aussi **Jacques Attali**, et beaucoup d'autres. Tous figurent parmi les heureux élus invités par le couple Macron à célébrer le premier tour de la présidentielle le 23 avril 2017 à *La Rotonde* [...]. C'est « le couple Dany », comme certains surnomment Cohn-Bendit et Goupil, tant ils sont inséparables. « Ils font partie des capteurs que le président aime voir », dit un de ses proches. Entre Macron et ces deux-là, l'entente date d'un débat organisé en juin 2016, à *Sciences-Po*, sur l'Europe. « Dany » tombe alors sous le charme de ce « petit » qui partage son idéal européen et son envie de dépasser les clivages. En septembre 2016, ils dînent ensemble... à la *Rotonde*. Depuis, ils n'ont jamais perdu le contact. « On est des visiteurs du jour », s'amuse Cohn-Bendit. Mais aussi du soir : le duo de soixante-huitards a eu droit à un dîner à l'Élysée en présence de **Brigitte** et du secrétaire général, **Alexis Kohler**. Ce soir-là, on a parlé cinéma, **Godard**, **Coluche**, on a ri aussi car « Brigitte est très très drôle », jure Cohn-Bendit » (*L'Obs*, 26 avril 2018).



DOSSIER

Depuis, « Dany » est resté un proche et un indéfectible soutien du couple présidentiel, ayant, depuis 2012, progressivement lâché Europe Écologie-Les Verts, son bébé, pour se mettre au service d'Emmanuel Macron. Tout à la fois conseiller et messenger (comme dans *L'Opinion* au sujet d'**Alexandre Benalla**), il a toutefois refusé d'entrer au gouvernement pour remplacer **Nicolas Hulot** en 2018, sans doute pour ne pas relancer la polémique sur ses déclarations passées quant à son attirance sexuelle pour les enfants. Longtemps, cet aspect de la biographie de Daniel Cohn-Bendit est passé sous les radars. L'affaire n'a débuté qu'en 2001, quand ses écrits, issus pour l'essentiel du *Grand Bazar*, ouvrage autobiographique paru en 1975 chez **Belfond**, mais aussi du mensuel *Das da*, furent republiés dans *The Observer* (28 janvier 2001) après avoir été exhumés par **Bettina Röhl**, la fille de la fondatrice de la Fraction Armée Rouge **Ulrike Meinhof**. « Dany » racontait alors son activité d'éducateur de jeunes enfants dans le cadre de programmes anti-autoritaires (*Kinderladen*) à Francfort : « Il m'était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais : "Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi m'avez-vous choisi, moi, et pas d'autres gosses ?" Mais s'ils insistaient, je les caressais quand même ». « J'avais besoin d'être inconditionnellement accepté par eux. Je voulais que les gosses aient envie de moi, et je faisais tout pour qu'ils dépendent de moi ». Quand l'affaire prend une dimension internationale, les médias français volent au secours de leur coqueluche : « On n'a pas envie de chercher des poux dans le passé d'un homme sympathique, icône ludique et chaleureuse de toute une génération », écrit par exemple *L'Express* (22 février 2001). Et *Libération* (27 février 2001) de dénoncer « l'inculture crasse » des accusateurs de « Dany ».

Sans répondre, Cohn-Bendit concède quelques « remords », assurant qu'il s'agissait de « provocations ». Il se prévaut alors d'une lettre de parents d'enfants qu'il avait sous sa responsabilité à l'époque. Ils assurent qu'il n'y a pas eu de passage à l'acte. Ces témoignages seront toutefois remis en question en avril 2013 par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (cf. *Mutter korrigiert ihre Entlastung Cohn-Bendits* et *Danys Phantasien und Träume* ainsi que *Pédophilie, verts de honte*, *Le Monde*, 17 octobre 2013). Le prestigieux quotidien allemand évoque aussi d'autres déclarations issues de *Pflasterstrand*, son bimensuel édité à Francfort, tout en soulignant que la consultation des archives concernant le cas Cohn-Bendit sont totalement inaccessibles et font l'objet d'un blocage de la *Fondation Heinrich Böll* où elles sont conservées.

Le 27 juillet 2013, **Eckhard Stratmann-Mertens**, cofondateur du Parti vert allemand, ancien député au Bundestag, déclare dans *Die Welt* : « J'étais aussi étudiant à Francfort quand Cohn-Bendit et **Joschka Fischer** étaient là. J'ai participé aux mêmes manifestations. Et je peux vous dire que je ne crois pas un mot des explications de Cohn-Bendit quand il dit qu'il a fait ses révélations sur ses relations sexuelles avec des enfants dans un seul but de provocation et qu'il les présente comme purement théoriques. » Entre-temps, en 2009, *Arrêt sur Images* a retrouvé un passage chez

Apostrophes (Antenne 2, 23 avril 1982) pendant lequel, face à **Jean-Edern Hallier** qui lui fait remarquer qu'il est en réalité « très conventionnel », « Dany » plastronne : « Vous savez que la sexualité d'un gosse c'est absolument fantastique. Faut être honnête sérieux. Moi j'ai travaillé avec des gosses qui avaient entre 4 et 6 ans. Ben vous savez quand une petite fille de 5 ans, 5 ans et demi commence à vous déshabiller, c'est fantastique parce que c'est un jeu érotico-maniaque. » En 2015, la *Télévision suisse romande* rediffusera un extrait de l'émission *Destins* (7 octobre 1975), dans laquelle Daniel Cohn-Bendit, sur un ton très sérieux, explique qu'« en ayant des expériences avec les gosses, en jouant avec eux, en ayant des rapports émotionnels et même sexuels dans le sens émotif, caresses, etc., j'ai appris beaucoup sur ma propre personne ».

DUHAMEL Olivier. « Qui le sait ? Une semaine exactement après la cérémonie d'avril 2017, Olivier Duhamel se retrouve à la table de la salle à manger de *Sciences-Po* avec le directeur **Frédéric Mion** et **Brigitte Macron**. Depuis des mois, il distribue conseils et notes à son mari, qui, maintenant il en est sûr, sera bientôt élu. En cette fin avril, chacun, devant Brigitte Macron, dresse à son tour le portrait-robot du Premier ministre idéal. Un jeu, bien sûr, mais Duhamel en est » (*Le Monde*, 15 janvier 2021).

« Le dimanche soir a eu lieu le fameux dîner de *La Rotonde*. [...] Le lundi, à l'heure du déjeuner, ils sont quatre autour de la table. Brigitte Macron sera bientôt Première dame. **Brigitte Taittinger** est encore directrice de la stratégie et du développement de *Sciences-Po* et déjà "la confidente de la République", selon l'expression utilisée par son mari **Jean-Pierre Jouyet**. [...] Frédéric Mion, pour sa part, dirige l'*Institut d'études politiques de Paris*. Les repas qu'il organise chez lui sont souvent des moments de rencontre qui comptent dans le paysage politique. Dans *L'Ange et la bête*, les "Mémoires provisoires" que **Bruno Le Maire** publie chez *Gallimard*, le ministre de l'Économie raconte à propos d'**Emmanuel Macron** : "Notre première rencontre avait eu lieu en 2014, lors d'un dîner au domicile de Frédéric Mion. [Macron] était alors secrétaire général adjoint de l'Élysée et j'étais en pleine campagne pour la présidence de ce qui était alors l'UMP. Il avait été charmant, séducteur, mêlant la prudence dans ses commentaires politiques à une véritable audace dans sa vision." Les deux convives de Mion se retrouveraient... Ce lundi d'avril 2017, le quatrième invité s'appelle Olivier Duhamel, alors président de la *Fondation nationale des sciences politiques* [...]. Le déjeuner a lieu rue Saint-Guillaume, dans le VII^e arrondissement de Paris, là où se trouvent les locaux de *Sciences-Po*. Brigitte Macron, l'air de rien, lance à la cantonade : "Quel Premier ministre choisiriez-vous ?" Olivier Duhamel prend la parole : il préconise le choix d'un homme d'expérience, cite les noms de **Jean-Yves Le Drian** et de Bruno Le Maire. Brigitte Taittinger penche pour une personne en marge de l'action publique, **Louis Gallois** ou **Christine Lagarde**. Frédéric Mion évoque son ami, un certain **Édouard Philippe**. Chez lui, lors de l'un de ses fameux dîners, en 2011, Emmanuel Macron et le maire du Havre ont eu l'occasion d'apprendre à se connaître. Brigitte Macron ne cille pas. Elle sait être une tombe. Scène de la vie parisienne » (*Olivier Duhamel, son déjeuner avec Brigitte Macron*, *lexpress.fr*, 13 janvier 2021).



DOSSIER

MENU L'HEBDO Fil info

L'EXPRESS



Offre spéciale - S'abonner

Olivier Duhamel : son déjeuner avec Brigitte Macron

Entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2017, l'épouse du futur chef de l'Etat avait déjeuné en petit comité avec le constitutionnaliste. Récit.

Par Laureline
Dupont et Eric
Mandonnet

Publié le 13/01/2021 à
16:32

Partager cet article



C'est l'un de ces repas dont Paris a le secret. Nous sommes le lundi 24 avril 2017, la veille s'est tenu le premier tour de l'élection présidentielle. Emmanuel Macron, arrivé en tête avec 24% des suffrages, s'apprête à devenir le chef de l'Etat puisqu'il doit affronter au second tour Marine Le Pen (21,3% des voix) et qu'il incarnera le front républicain. Le dimanche soir a eu lieu le fameux dîner de la Rotonde : le candidat a salué les petites mains de sa campagne et partagé un moment avec des personnalités aux profils divers : des responsables politiques,

L'EXPRESS

L'Express a raconté le « déjeuner de Sciences-Po » pendant lequel Édouard Philippe fut choisi Premier ministre. Autour de la table, Brigitte Taittinger-Jouyet, Frédéric Mion, Brigitte Macron et Olivier Duhamel. Des participants à ce déjeuner, seule « Brigitte » est aujourd'hui toujours « en poste ». Chacun se demande ce qui peut bien lier « Brigitte », issue de la bourgeoisie picarde ayant fait carrière dans l'enseignement privé catholique, à Olivier Duhamel, intellocrate germanopratin à la croisée de tous les réseaux de pouvoir.

« Depuis que "l'affaire Olivier Duhamel" a éclaté au début du mois de janvier, Emmanuel Macron surveille chacun de ses rebondissements comme le lait sur le feu. [...] Les descriptions dans la presse de l'étendue des réseaux d'Olivier Duhamel ont tétanisé aussi bien l'Élysée que l'ancien locataire de Matignon Édouard Philippe. Homme de pouvoir, le constitutionnaliste, naguère proche du Parti socialiste, avait en effet tissé sa toile jusqu'à l'Élysée et à Matignon. Avant de fêter la qualification d'Emmanuel Macron pour le second tour de l'élection présidentielle, le 23 avril 2017, à la brasserie La Rotonde, il avait fait passer plusieurs notes au candidat et participé à quelques meetings de campagne. Olivier Duhamel ne s'est pas arrêté là. Après la victoire, l'ancien député européen se passionne pour ce jeune Président "et de droite et de gauche". Dans sa revue, *Pouvoirs*, il le compare au général De Gaulle et fait la leçon aux médias qui ont le tort de le surnommer "Jupiter". [...] Olivier Duhamel se vante aussi de ses rendez-vous au "Château". Selon nos informations, il a été consulté sur la première mouture d'un plan de lutte en faveur de la laïcité – le futur projet de loi contre le séparatisme – dans le cadre d'entrevues organisées par l'Institut Montaigne et Laurent Bigorgne, encore lui. Dans son numéro du 20 janvier, *Paris Match* racontait que le juriste a même donné quelques conseils sur la gestion de l'"affaire Benalla", à l'été 2018 » (*Le Monde*, 26 janvier 2021).

C'est peu dire qu'ont mal vieilli Macron, et en même temps (Pion, 2017) et *Les Mots de Macron* (Daloz, 2018), les deux livres à la gloire d'Emmanuel Macron cosignés par Olivier Duhamel et par son poulain Laurent Bigorgne, également tombé en disgrâce à la suite d'une affaire de mœurs sordide. « Laurent Bigorgne est celui qui a présenté Olivier Duhamel à Emmanuel Macron en 2016. L'ancien député européen socialiste, dont la famille de pensée est celle de la deuxième gauche rocardienne, s'était entiché du futur chef de l'État » (*Libération*, 11 janvier 2021).

Olivier Duhamel, grand pont de la gauche caviar et de l'intelligentsia parisienne, a donc été balayé, en janvier 2021, à la suite de la parution de *La Familia grande* dans lequel sa belle-fille, Camille Kouchner, a raconté comment Olivier Duhamel avait, « pendant des années », abusé sexuellement de son frère jumeau, Antoine Kouchner, appelé « Victor » dans le livre, quand ce dernier avait « 13 ou 14 ans ». Le livre, édité au Seuil, maison dont Olivier Duhamel fut directeur de collection, avait été préparé dans le plus grand secret : « Il ignorait la rédaction de ce livre, sa publication par le Seuil. [...] Personne ne l'a prévenu, la sortie a été élaborée dans le plus grand secret avec *L'Obs* et *Le Monde*, deux journaux dirigés par Louis Dreyfus, le compagnon de Camille Kouchner. Et ce titre, comme un coup de poignard : *La Familia grande*. C'est ainsi qu'Olivier Duhamel appelle depuis toujours sa bande. Tout s'effondre » (*Paris Match*, 21 janvier 2021). Précisons ici qu'en juin 2021, le parquet de Paris a classé sans suite l'enquête préliminaire en raison de la prescription des faits.

Rappelons d'abord qu'avec Julien Kouchner, les jumeaux Camille et Antoine Kouchner sont les trois enfants issus du mariage, en 1970, d'Évelyne Pisier, universitaire, professeur de science politique à la Sorbonne et de Bernard Kouchner. Trois ans avant la dissolution de ce mariage en 1984, Évelyne Pisier s'est installée avec le professeur de droit constitutionnel et politologue Olivier Duhamel, à peine divorcé de la princesse Leïla Murat. Mariés par Michel Rocard en 1987, Évelyne Pisier et Olivier Duhamel adopteront deux enfants au Chili, Aurore et Simon Duhamel. Olivier Duhamel était ainsi présenté en 1994 par Jean-Pierre Colin dans *L'Acteur et le Roi. Portrait en pied de Jack Lang* : « Fils de l'ancien ministre Jacques Duhamel, il a épousé Évelyne Pisier qui est la sœur de Marie-France Pisier, longtemps compagne de Georges Kiejman, Évelyne Pisier est aussi l'ex-épouse de Bernard Kouchner, lui-même devenu compagnon de Christine Ockrent, lequel Kouchner a un frère qui a épousé la fille de Georges Duby... »



DOSSIER

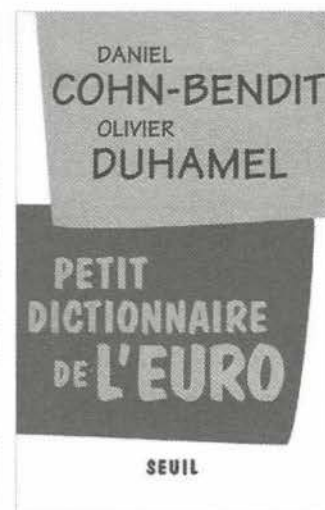
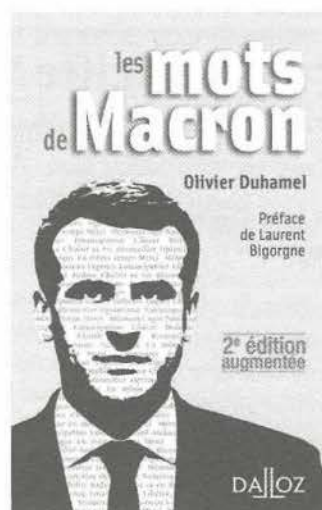


L'action de *La Familia grande* se situe aux Genêts d'Or à Sanary-sur-Mer (Var), le lieu de villégiature estival des Duhamel. **Olivier Duhamel** et ses frères en ont hérité de leur grand-père maternel, **Georges Rousselot** qui l'avait offert à sa fille, **Colette**, lors de son mariage avec **Jacques Duhamel**.

« Plusieurs générations d'enfants s'y sont succédé depuis que le père de Colette a acquis, au début de la guerre, un mas sur la plaine du Roy, retrace *L'Obs* (14 janvier 2021). Entrepreneur fortuné, Georges Rousselot voyait d'un bon œil l'union de sa fille avec Jacques Duhamel,

qui faisait partie de la première promotion de l'ENA. "L'entrée d'un incontestable résistant dans la famille l'arrangeait", a raconté Olivier Duhamel dans un livre d'hommage [*Colette et Jacques, Plon*, 2019, dans lequel Olivier Duhamel se présente sous les traits d'une fille]. Il ne s'était certes pas compromis dans la collaboration, mais son entreprise avait continué son activité durant l'Occupation. En ces temps d'épuration, cela pouvait suffire à déclencher les foudres des résistants les plus durs, ou les plus tardifs – souvent les mêmes. [...] On est au début des années 1960 et les Duhamel forment un couple phare du Paris politique : Jacques, ancien directeur de cabinet d'**Edgar Faure**, et Colette, patronne des éditions de *La Table ronde* après une liaison passionnelle avec l'écrivain **Roger Nimier**. Ils reçoivent dans leur appartement, avenue Raymond-Poincaré, mais aussi à Sanary qui voit passer Faure ou [**François Mitterrand**]. Plusieurs rencontres secrètes ont lieu dans la villégiature, comme celles ayant permis d'aboutir aux accords d'indépendance du Maroc. Olivier Duhamel, ses trois frères et ses trois cousins sont élevés ensemble, dans le culte des études et de la réussite. » « Au loin, trinquait les amis des parents, ces politiques et grands capitaines d'industrie, [...] les **Veil**, **Bleustein-Blanchet**, **Lagardère**, **Lazareff** et **Bolloré** » (*Paris Match*, Op. Cit.).

Trois ans après le décès de Jacques Duhamel en 1977, Colette Rousselot épousera l'éditeur **Claude Gallimard**. On ne s'étonnera donc pas qu'Olivier Duhamel ait fini par s'obséder pour la filiation biologique, comme le révèle *Paris Match* : « Jouant avec l'idée d'être le fils adultérin de **Jean-Jacques Servan-Schreiber**, le fondateur de *L'Express*, un temps l'amant de sa mère, il réclame l'accès aux archives familiales. Et, tiens, son petit frère ne serait-il pas, lui, l'enfant caché de Roger Nimier ? »



Que ce soit pour glorifier Emmanuel Macron aux côtés de Laurent Bigorgne ou pour promouvoir l'UE avec Daniel Cohn-Bendit, les «œuvres» d'Olivier Duhamel ont très mal vieilli.

Olivier Duhamel est également le frère de **Stéphane Duhamel** qui fut le patron de *RTL* (qu'il quitta après avoir provoqué un crash de l'audience en supprimant *Les Grosses Têtes*) et du *Groupe La Provence*, de **Gilles Duhamel**, ancien cadre dirigeant des laboratoires pharmaceutiques *Wellcome* et *Merck Sharp and Dohme* devenu collaborateur de **Bernard Kouchner** lors de ses passages au ministère de la Santé et de **Martine Aubry** au ministère de l'Emploi, avant d'être nommé inspecteur général des affaires sociales au tour extérieur en 2000, et de **Jérôme Duhamel**, décédé en 1971 dans un accident de voiture. Par le mariage de ce dernier avec **Nathalie Claret de Fleurieu**, attachée de presse du président **François Mitterrand** devenue directrice de la communication d'*Action internationale contre la faim* (AICF), les Duhamel sont alliés aux Servan-Schreiber et aux Mendès-France (**Pierre Mendès-France** fut témoin du mariage de Jérôme et de Nathalie Duhamel).

Après le décès de Jérôme Duhamel, Nathalie Duhamel s'est remariée avec le conseiller d'État **François Stasse** avec qui Olivier Duhamel siégera au conseil d'administration d'*Europarténaires*, le lobby patronal cofondé par **Élisabeth Guigou** et **Jean-Noël Jeanneney**. Le 27 mars 2000, *Le Figaro* soulignait « l'importance presque démesurée de la famille et du "clan Duhamel", comme le remarque **Guillaume Durand** dans son livre *Une Peur bleue*. Le noyau dur est constitué par les membres de la famille. [...] Ensuite, ce cercle s'élargit avec les **Funck-Brentano**, **Alain Genestar**, directeur de *Paris Match*, **Guillaume Durand** et d'autres. En entrant dans la tribu, curieusement, on conserve la couleur de celui qui vous parraine ».

(Suite au prochain numéro)>>